

économique et financière organisée, de fonctionnaires des administrations fiscales, aux fins d'assister cet Office dans l'exercice de sa mission;

2° l'arrêté ministériel du 22 décembre 2000 fixant le nombre de fonctionnaires du Ministère des Finances à mettre à disposition de l'Office central de lutte contre la délinquance économique et financière organisée.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions et Notre Ministre qui à l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

georganiseerde economische en financiële delinquentie, ten einde die dienst bij te staan in de uitoefening van haar taken;

2° het ministerieel besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van het aantal ambtenaren van het Ministerie van Financiën die ter beschikking worden gesteld van de Centrale Dienst voor de bestrijding van de georganiseerde economische en financiële delinquentie.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. Onze Minister bevoegd voor Financiën en Onze Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 630

[C — 2007/12041]

18 DECEMBRE 2006. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2 et l'article 105, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, notamment l'article 35, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999 et modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 2002, 12 décembre 2002 et 20 juillet 2005 et l'article 117 modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 20 juillet 2000, 12 décembre 2002 et 20 juillet 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 février 2006;

Vu le Protocole n° 551, donné le 15 mars 2006, du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux, en date du 15 mars 2006;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 juillet 2006;

Vu le Protocole n° 154/5 du Comité commun à l'ensemble des services publics, en date du 20 octobre 2006;

Vu l'avis n° 40.511/3 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'intention d'assouplir les droits au congé parental et au congé de soins à un membre de son ménage ou de sa famille pour les membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale, motivée par le fait que les droits au congé parental et au congé de soins à un membre de son ménage ou de sa famille pour les travailleurs du secteur privé sont assouplis en juillet 2005 et que l'équité requiert que les mêmes droits soient accordés aux membres du personnel contractuels et statutaires de la fonction publique administrative fédérale;

FEDERALE OVERHEIDS DIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDS DIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 630

[C — 2007/12041]

18 DECEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de riksbesturen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 102, § 1, tweede lid en op artikel 105, § 1, vervangen bij de wet van 26 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de riksbesturen, inzonderheid op artikel 35, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999 en gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 10 juni 2002, 12 december 2002 en 20 juli 2005, op artikel 117, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 26 mei 1999, 20 juli 2000, 12 december 2002 en 20 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenaren-zaken van 3 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 3 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 17 februari 2006;

Gelet op het Protocol nr. 551 van 15 maart 2006 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten, op datum van 15 maart 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 juli 2006;

Gelet op het Protocol nr. 154/5 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten, op datum van 20 oktober 2006;

Gelet op het advies nr. 40.511/3 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de bedoeling om de rechten op ouderschapsverlof en op verlof voor verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid te versoeppelen voor de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt, gemotiveerd door het feit dat de rechten op ouderschapsverlof en op verlof voor verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid voor de werknemers van de private sector versoept zijn in juli 2005 en dat de billijkheid vereist dat dezelfde rechten toegekend worden aan de contractuele en statutaire personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Emploi et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999 et modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 2002 et 12 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. L'agent en activité de service obtient, lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, un congé parental qui peut être pris :

— soit pendant une période de trois mois dans le cadre de l'interruption complète de la carrière professionnelle visée à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée par mois;

— soit pendant une période de six mois dans le cadre de l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la loi susmentionnée; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou un multiple de ce chiffre;

— soit pendant une période de quinze mois dans le cadre de l'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle visée à l'article 102 de la loi susmentionnée; à la demande de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de cinq mois ou un multiple de ce chiffre.

L'agent a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage des différentes modalités prévues à l'alinéa 1^{er}. Lors d'un changement de forme, il convient de tenir compte du principe qu'un mois d'interruption complète de la carrière professionnelle est équivalent à deux mois d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle et à cinq mois d'interruption à raison d'un cinquième de la carrière professionnelle. »

Art. 2. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le congé est pris en raison de la naissance d'un enfant, il doit être pris avant que l'enfant ait atteint l'âge de six ans. »

Art. 3. Dans le texte français, à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999, le mot « famille » est remplacé par le mot « ménage ».

Art. 4. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit au congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

La condition du sixième ou huitième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental. »

Art. 5. A l'article 35, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 26 mai 1999 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2005, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Une allocation de 86,32 EUR par mois est accordée par l'Office national de l'Emploi à l'agent qui interrompt sa carrière à concurrence d'un cinquième. Pour l'agent qui habite seul avec un ou plusieurs enfants dont il a la charge, le montant de 86,32 EUR est remplacé par 116,08 EUR. »

Art. 6. L'article 117, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 26 mai 1999 et modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 2002, est complété par les alinéas suivants :

« En cas de maladie grave d'un enfant âgé de 16 ans au plus dont l'agent supporte exclusivement ou principalement la charge au sens de l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971 instituant les prestations familiales garanties, la période maximale de l'interruption de la carrière professionnelle visée à l'alinéa 2 du présent paragraphe est portée à 24 mois en cas d'interruption complète et la période maximale de réduction des prestations de travail en cas d'interruption partielle est portée à 48 mois lorsque cet agent est isolé.

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 35, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juni 2002 en 12 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. Aan de ambtenaar in dienstactiviteit wordt, bij de geboorte of de adoptie van een kind, een ouderschapsverlof toegestaan dat kan genomen worden :

— hetzij gedurende een periode van drie maanden in het raam van de volledige onderbreking van de loopbaan bedoeld in artikel 100 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen; op vraag van de ambtenaar kan deze periode worden opgesplitst in maanden;

— hetzij gedurende een periode van zes maanden in het raam van de halftijdse onderbreking van de loopbaan bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet; op vraag van de ambtenaar kan deze periode worden opgesplitst in periodes van twee maanden of een veelvoud hiervan;

— hetzij gedurende een periode van vijftien maanden in het raam van de onderbreking van de loopbaan met één vijfde zoals bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet; op vraag van de ambtenaar kan deze periode worden opgesplitst in periodes van vijf maanden of een veelvoud hiervan.

De ambtenaar heeft de mogelijkheid om bij het ophalen van zijn ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten vermeld in het eerste lid. Bij een wijziging van opnamevorm moet rekening worden gehouden met het principe dat één maand volledige loopbaanonderbreking gelijk is aan twee maanden halftijdse loopbaanonderbreking en gelijk is aan vijf maanden loopbaanonderbreking met één vijfde. »

Art. 2. Artikel 35, § 1, tweede lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer het verlof genomen wordt naar aanleiding van de geboorte van een kind, moet het genomen worden vooraleer het kind de leeftijd van zes jaar bereikt heeft. »

Art. 3. In de Franse tekst, wordt in artikel 35, § 1, derde lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999, het woord « famille » vervangen door het woord « ménage ».

Art. 4. In artikel 35, § 1, vierde lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het recht op ouderschapsverlof toegekend uiterlijk tot het kind acht jaar wordt.

Aan de voorwaarde van de zesde of de achtste verjaardag moet zijn voldaan uiterlijk gedurende de periode van het ouderschapsverlof. »

Art. 5. In artikel 35, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2005, wordt een derde lid toegevoegd luidende als volgt :

« Een toelage van 86,32 EUR per maand wordt toegekend door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aan de ambtenaar die zijn loopbaan met een vijfde onderbreekt. Indien de ambtenaar uitsluitend samenwoont met één of meerderen kinderen die hij ten laste heeft, wordt dit bedrag van 86,32 EUR vervangen door 116,08 EUR. »

Art. 6. Artikel 117, § 2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1999, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 2002, wordt aangevuld met de volgende ledien :

« Ingeval van zware ziekte van een kind dat hoogstens 16 jaar oud is en van wie de ambtenaar uitsluitend of hoofdzakelijk de last draagt in de zin van artikel 1 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, wordt, wanneer de ambtenaar alleenstaand is, de maximumperiode van de onderbreking van loopbaan bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf uitgebreid naar 24 maanden ingeval van volledige onderbreking van de loopbaan en wordt de maximumperiode van vermindering van arbeidsprestaties ingeval van gedeeltelijke onderbreking van de loopbaan uitgebreid naar 48 maanden.

Les périodes d'interruption complète et partielle de la carrière professionnelle peuvent seulement être prises par périodes d'un mois minimum et trois mois maximum, consécutives ou non.

Est isolé au sens de présent article, l'agent qui habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

En cas d'application de l'alinéa 8 du présent article, l'agent isolé fournit en outre la preuve de la composition de son ménage au moyen d'une attestation délivrée par l'autorité communale et dont il ressort que l'agent, au moment de la demande, habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

Pour chaque prolongation d'une période d'interruption complète et partielle de la carrière professionnelle, l'agent doit à nouveau suivre la même procédure et introduire la ou les attestation(s) requise(s) en vertu du présent arrêté royal. »

Art. 7. Le présent arrêté est applicable à toutes les demandes introduites à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 8. Nos Ministres de l'Emploi et de la Fonction publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.

Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 15 septembre 2001.

Arrêté royal du 19 novembre 1998, *Moniteur belge* du 28 novembre 1998.

Arrêté royal du 26 mai 1999, *Moniteur belge* du 11 juin 1999.

Arrêté royal du 10 juin 2002, *Moniteur belge* du 27 juin 2002.

Arrêté royal du 12 décembre 2002, *Moniteur belge* du 25 décembre 2002.

De periodes van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking kunnen enkel worden opgenomen met periodes van minimum één maand en maximum drie maanden, aaneensluitend of niet.

Onder alleenstaande in de zin van dit artikel wordt verstaan de ambtenaar die uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Ingeval van toepassing van het achtste lid van dit artikel moet de ambtenaar bovendien het bewijs leveren van de samenstelling van zijn gezin door middel van een attest dat wordt aangeleverd door de gemeentelijke overheid en waaruit blijkt dat het personeelslid op het moment van de aanvraag uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Voor iedere verlenging van een periode van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking dient de ambtenaar dezelfde procedure te volgen en de door dit koninklijk besluit vereiste attest(en) in te dienen. »

Art. 7. Dit besluit is van toepassing op alle aanvragen die worden ingediend vanaf de inwerkingtreding ervan.

Art. 8. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.

Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001.

Koninklijk besluit van 19 november 1998, *Belgisch Staatsblad* van 28 november 1998.

Koninklijk besluit van 26 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 1999.

Koninklijk besluit van 10 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 2002.

Koninklijk besluit van 12 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 25 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 631 [C – 2007/12042]

18 JANVIER 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 105, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, notamment les articles 10, 11, 12 et 13 modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 février 2006;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 juillet 2006;

Vu le Protocole n° 154/5 du Comité commun à l'ensemble des services publics, en date du 20 octobre 2006;

FEDERALE OVERHEIDS Dienst WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDS Dienst PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 631 [C – 2007/12042]

18 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 105, § 1, vervangen bij de wet van 26 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, inzonderheid op de artikelen 10, 11, 12 en 13 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 3 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 3 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 17 februari 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 juli 2006;

Gelet op het Protocol nr. 154/5 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten, op datum van 20 oktober 2006;